

INSTRUCTION

N° 05-059-B2 du 29 décembre 2005

NOR : BUD R 05 00059 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

PROROGATION DU DISPOSITIF DE REMBOURSEMENT PARTIEL
DE LA TAXE INTÉRIEURE SUR LES PRODUITS PÉTROLIERS
ET DE LA TAXE INTÉRIEURE DE CONSOMMATION SUR LE GAZ NATUREL

ANALYSE

Remboursement d'impôts d'État

Date d'application : 29/12/2005

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; REMBOURSEMENT ; TAXE INTÉRIEURE SUR LES PRODUITS PÉTROLIERS ;
TAXE INTÉRIEURE DE CONSOMMATION SUR LE GAZ NATUREL ; AGRICULTEUR ;
EXPLOITANT AGRICOLE ; COMPTABILITÉ

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

| | | | | | | | | | | | | |
|-----|-----|-----|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| PGT | TPG | DOM | T | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

7^{ème} Sous-direction - Bureau 7B

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| 1. LES BÉNÉFICIAIRES DES MESURES DE REMBOURSEMENT | 5 |
| 1.1. Le public éligible à la mesure de remboursement partiel de la TIPP sur le fioul domestique | 5 |
| 1.2. Le public éligible à la mesure de remboursement partiel de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel | 5 |
| 1.3. Le public éligible à la mesure de remboursement partiel de la TIPP acquittée sur le fioul lourd | 6 |
| 2. LES FACTURES ÉLIGIBLES AUX MESURES DE REMBOURSEMENT | 7 |
| 2.1. La nature des produits éligibles | 7 |
| 2.2. La période d'éligibilité | 7 |
| 2.3. Les conditions d'utilisation des produits | 7 |
| 3. RETRAIT, DÉPÔT, VÉRIFICATION ET INSTRUCTION DES DEMANDES | 8 |
| 3.1. Retrait et dépôt des formulaires par les demandeurs | 9 |
| 3.2. Instruction de la demande de remboursement | 9 |
| 3.2.1. Le contrôle de la recevabilité de la demande | 9 |
| 3.2.2. Le contrôle de l'éligibilité de la demande | 10 |
| 3.2.3. Le contrôle des doubles demandes | 11 |
| 3.2.4. Le contrôle de la liquidation et de l'acquit libératoire | 11 |
| 3.2.4.1. Le contrôle de la liquidation | 11 |
| 3.2.4.2. Le contrôle de l'acquit libératoire | 11 |
| 4. LA MISE EN PAIEMENT | 11 |
| 4.1. Le traitement des remboursements via la procédure DSOCO dans NDL | 12 |
| 4.1.1. Organisation à retenir pour la saisie des remboursements en DSOCO | 12 |
| 4.1.2. Création des tiers bénéficiaires | 12 |
| 4.1.3. Création des certificats de dépenses sans ordonnancement | 12 |
| 4.1.4. Paiement par virement | 12 |
| 4.2. Les écritures comptables des opérations de remboursement | 12 |
| 4.2.1. Remboursement comptabilisé en 2005 | 12 |
| 4.2.2. Remboursement comptabilisé en 2006 | 13 |
| 4.3. La tenue d'un tableau de bord | 13 |
| 5. LE TRAITEMENT DES RÉCLAMATIONS | 13 |

LISTE DES ANNEXES

| | |
|--|----|
| ANNEXE N° 1 : Extraits du Code rural..... | 14 |
| ANNEXE N° 2 : Tableau des pièces justificatives exigées pour le remboursement partiel de la TIPP et de la TICGN selon le type de demandeur..... | 15 |
| ANNEXE N° 3 : Dénominations commerciales du fioul domestique..... | 17 |
| ANNEXE N° 4 : Formulaire de demande | 18 |
| ANNEXE N° 5 : Notification de décision..... | 22 |
| ANNEXE N° 6 : Remboursement TIPP/TICGN - Procédure de saisie dans NDL..... | 23 |
| ANNEXE N° 7 : Contrôle de supervision | 25 |
| ANNEXE N° 8 : Tableau de bord | 27 |

Afin d'atténuer les charges supportées en 2005 par les agriculteurs du fait du renchérissement des carburants, le gouvernement a décidé de proroger les mesures exceptionnelles de remboursement partiel de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) et de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN). Ces mesures sont comparables à celles prises pour les livraisons du second semestre 2004 excepté sur les deux points suivants :

- le dispositif est ouvert au même public bénéficiaire que la campagne de remboursement précédente s'agissant des remboursements partiels de la TIPP mais est étendue à l'ensemble des professionnels agricoles pour les remboursements partiels de la TICGN ;
- le Gouvernement a également décidé d'étendre au fioul lourd le remboursement partiel de la TIPP acquittée sur les livraisons effectuées entre le 1^{er} janvier 2005 et le 31 décembre 2005 inclus. Ainsi, les utilisateurs de fioul lourd bénéficieront d'un remboursement de 50% de la taxe soit 9,25 €/tonne.

Une *première campagne* porte sur les livraisons de fioul domestique, de gaz naturel et de fioul lourd effectuées au cours de la période comprise entre le 1^{er} janvier 2005 et le 31 août 2005 inclus. Les taux de remboursement sont maintenus à 4 centimes d'euro par litre de fuel et 71 centimes d'euro par millier de kilowattheures de gaz naturel.

Une *deuxième campagne* de remboursement sur les livraisons des mêmes produits effectuées entre le 1^{er} septembre 2005 et le 31 décembre 2005 inclus se déroulera au début de l'année 2006 à des taux de remboursement différents (cf. tableau dans la partie I.3 de l'instruction).

La présente instruction détaille essentiellement les modifications et les nouveautés des mesures de remboursement en faveur des agriculteurs quant aux conditions de recevabilité et d'éligibilité des dossiers.

1. LES BÉNÉFICIAIRES DES MESURES DE REMBOURSEMENT

1.1. LE PUBLIC ÉLIGIBLE À LA MESURE DE REMBOURSEMENT PARTIEL DE LA TIPP SUR LE FIOUL DOMESTIQUE

La mesure de remboursement partiel de la TIPP est ouverte au même public bénéficiaire que la campagne de remboursement relative aux livraisons de fioul du 2nd semestre 2004. Ainsi, les personnes physiques et morales pouvant prétendre au bénéfice de cette mesure sont les suivantes :

- les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole ;
- les personnes morales, sociétés spécifiques du secteur de la production agricole ou les sociétés coopératives agricoles ;
- les coopératives d'utilisations en commun de matériel agricole ;
- les exploitations de conchyliculture, d'aquaculture marine ou de pisciculture ;
- toutes sociétés ayant une activité agricole au sens des articles L. 722-1 à L. 722-3 du code rural (cf. annexe n° 1) ;
- les personnes redevables de la cotisation de solidarité visée à l'article L. 731-23 du code rural.

Les pièces justificatives de l'affiliation à un régime social agricole et de l'activité agricole par catégories de bénéficiaires sont listées en annexe n°2 de la présente instruction.

Le taux de remboursement des livraisons de fioul domestique sur la période comprise entre le 1^{er} janvier 2005 et le 31 août 2005 inclus est maintenu à *4 centimes d'euro par litre*.

Le taux de remboursement de la *deuxième campagne* (remboursement des livraisons de fioul effectuées entre le 1^{er} septembre 2005 et le 31 décembre 2005 inclus) sera porté à *5 centimes d'euro par litre* de fioul domestique.

1.2. LE PUBLIC ÉLIGIBLE À LA MESURE DE REMBOURSEMENT PARTIEL DE LA TAXE INTÉRIEURE DE CONSOMMATION SUR LE GAZ NATUREL

Les livraisons de gaz naturel effectuées sur l'année 2005 sont comprises dans le périmètre de la mesure pour l'ensemble des professionnels agricoles, et non plus pour les seuls serristes. En conséquence, la pièce justificative de l'activité agricole sous serre n'est plus à fournir pour bénéficier d'un remboursement partiel de la TICGN.

Les personnes physiques et morales pouvant prétendre au bénéfice de cette mesure sont les mêmes que pour la TIPP, c'est à dire:

- les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole ;
- les personnes morales, sociétés spécifiques du secteur de la production agricole ou les sociétés coopératives agricoles ;
- les coopératives d'utilisations en commun de matériel agricole ;
- les exploitations de conchyliculture, d'aquaculture marine ou de pisciculture ;
- toutes sociétés ayant une activité agricole au sens des articles L. 722-1 à L. 722-3 du code rural.
- les personnes redevables de la cotisation de solidarité visée à l'article L. 731-23 du code rural.

Les pièces justificatives de l'affiliation à un régime social agricole et de l'activité agricole par catégorie de bénéficiaires sont listées en annexe n°2 de la présente instruction.

Le taux de remboursement des livraisons de gaz naturel sur la période comprise entre le 1^{er} janvier 2005 et le 31 août 2005 inclus est maintenu à *71 centimes d'euro par millier de kilowattheures*.

Le taux de remboursement de la *deuxième campagne* (remboursement des livraisons de gaz naturel effectuées entre le 1^{er} septembre 2005 et le 31 décembre 2005 inclus) sera porté à 95 centimes d'euro par millier de kilowattheures.

1.3. LE PUBLIC ÉLIGIBLE À LA MESURE DE REMBOURSEMENT PARTIEL DE LA TIPP ACQUITTÉE SUR LE FIOUL LOURD

Les exploitants agricoles bénéficient également d'un remboursement de 50% de la TIPP acquittée sur les livraisons de *fioul lourd* effectuées entre le 1^{er} janvier 2005 et le 31 décembre 2005 inclus. L'ensemble des professionnels agricoles visés au I-1 et I-2 est éligible à cette mesure.

Les pièces justificatives de l'affiliation à un régime social agricole et de l'activité agricole par catégories de bénéficiaires sont identiques à celles mentionnées précédemment.

Le remboursement partiel se traduit par un taux de 9,25 euros par tonne de fioul lourd livré entre le 1^{er} janvier 2005 et le 31 décembre 2005 inclus. Deux campagnes de remboursement correspondant aux livraisons facturées entre le 1^{er} janvier et le 31 août 2005 inclus pour la première et entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre 2005 pour la seconde seront menées par les cellules « TIPP-TICGN ».

Le tableau ci-dessous reprend, par campagne et par mesure, les taux de remboursement applicables.

| | Publics éligibles en 2005 | Campagne de 2004 | 1 ^{ère} campagne 2005 | 2 ^{ème} campagne 2005 |
|--|---|------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| TIPP Fioul domestique (/litre) | - les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole ; - les personnes morales, sociétés spécifiques du secteur de la production agricole ou les sociétés coopératives agricoles ; | 0,04 € | 0,04 € | 0,05 € |
| TICGN (/Mkwh) | - les coopératives d'utilisations en commun de matériel agricole ; | 0,71 € | 0,71 € | 0,95 € |
| TIPP Fioul lourd (/tonne) | - les exploitations de conchyliculture, d'aquaculture marine ou de pisciculture ; - toutes sociétés ayant une activité agricole au sens des articles L. 722-1 à L. 722-3 du code rural ; - les personnes redevables de la cotisation de solidarité visée à l'article L. 731-23 du code rural. | Néant | 9,25 € | 9,25 € |

2. LES FACTURES ÉLIGIBLES AUX MESURES DE REMBOURSEMENT

2.1. LA NATURE DES PRODUITS ÉLIGIBLES

- Le remboursement partiel de TIPP ne vise que les achats de fioul domestique admis au bénéfice du taux réduit de la taxe intérieure de consommation.

La mention suivante : « *Attention – produit détaxé aux usages réglementés (arrêté interministériel du 29 avril 1970 modifié). Interdit notamment comme carburant dans les moteurs des véhicules routiers* », présente sur les factures, atteste la qualité de fioul domestique.

À titre complémentaire, une liste de dénomination commerciale de fioul domestique actualisée est annexée à la présente instruction (cf. annexe n°3).

- *Le remboursement partiel de TICGN ne vise que les quantités de gaz naturel qui ont été imposées à la taxe intérieure de consommation. La facture mentionne clairement les quantités concernées en milliers de kilowattheures. Le propane, le butane ou le GPL ne sont pas imposés à la taxe de consommation intérieure sur le gaz naturel et ne sont donc pas éligibles au dispositif.*
- Le fioul lourd est facturé en tonne. Il n'y a pas de dénomination commerciale particulière sur ce produit.

2.2. LA PÉRIODE D'ÉLIGIBILITÉ

Les factures prises en compte pour la *première campagne de remboursement* sont celles dont la *date de livraison* du fioul domestique, du gaz naturel ou du fioul lourd mentionnée par le fournisseur est comprise entre le *1^{er} janvier 2005 et le 31 août 2005 inclus*.

Sous ces conditions, les factures sont prises en compte pour le remboursement partiel de la TIPP et de la TICGN, qu'elles soient ou non acquittées. Les factures présentées par le demandeur pourront être des copies.

Les factures prises en compte au titre de la *deuxième campagne de remboursement* sont celles dont la *date de livraison* est comprise entre le *1^{er} septembre 2005 et le 31 décembre 2005 inclus*. Elle sera menée en début de la gestion 2006.

2.3. LES CONDITIONS D'UTILISATION DES PRODUITS

Les quantités figurant sur les factures (ou copies de factures) fournies par le demandeur ne sont éligibles aux mesures de remboursement que dans la limite des volumes utilisés ou destinés à des fins *professionnelles* comme *carburant* ou *combustible* dans des *activités agricoles ou forestières* au sens des articles L. 722-1 à L.722-3 du Code rural.

Les demandeurs susceptibles d'utiliser du fioul domestique, du fioul lourd et du gaz naturel pour des usages différents doivent exclure de leur demande de remboursement les volumes correspondants.

S'agissant de la mesure « TICGN », l'attention des services est appelée sur le fait que n'est pris en compte que la *quantité de gaz naturel ayant effectivement supporté la taxe*.

Le demandeur atteste sur l'honneur que la quantité totale de fioul domestique, de gaz naturel ou de fioul lourd portée sur les factures qu'il présente au remboursement partiel ne dépasse pas les quantités effectivement destinées aux usages éligibles à la mesure. Le cas échéant, le demandeur doit déduire de sa déclaration (tableau du feuillet n° 2 du formulaire) les quantités facturées mais correspondant à des utilisations inéligibles, ou ne pas déclarer certaines factures, afin de rester en deçà de la limite des quantités éligibles.

3. RETRAIT, DÉPÔT, VÉRIFICATION ET INSTRUCTION DES DEMANDES

Remarques :

- ☞ L'instruction des demandes et la liquidation des sommes dues au titre des remboursements de taxes sont réalisées dans les trésoreries générales de chaque département. Les opérations de remboursement, s'agissant d'une restitution, s'effectuent selon une procédure de dépense sans ordonnancement (DSO), intégrée dans la comptabilité auxiliaire de la dépense en tant que DSO avant règlement.

- Imputations 2005

Les remboursements effectués au titre de la *première campagne* et comptabilisés *avant la fin de l'année 2005* s'agissant des livraisons de fioul domestique et de fioul lourd effectuées entre le 1^{er} janvier et le 31 août 2005 inclus sont enregistrés à la section budgétaire 20 charges communes, chapitre 15-02 Remboursements sur produits indirects et divers – art. 20 Direction générale des Douanes § 62 « Remboursement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers destinés aux exploitants agricoles : fioul domestique ».

Les remboursements effectués au titre de la *première campagne* et comptabilisés *avant la fin de l'année 2005* s'agissant des livraisons de gaz naturel entre le 1^{er} janvier et le 31 août 2005 inclus sont enregistrés à la section budgétaire 20 charges communes, chapitre 15-02 Remboursements sur produits indirects et divers – art. 20 Direction générale des Douanes § 64 « Remboursement de la taxe intérieure de consommation de gaz naturel destiné aux exploitants agricoles. »

- Imputations 2006

Les remboursements effectués au titre de la *première campagne et de la deuxième campagne* et comptabilisés *en 2006* s'agissant des livraisons de fioul domestique et de fioul lourd sont enregistrés à la section ministérielle 07, programme 200 (« chapitre » 0200), sous action (« article d'exécution ») 67 « Remboursement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers destinés aux exploitants agricoles : fioul », code alphanumérique (§) 7T.

Les remboursements effectués au titre de la *première campagne et de la deuxième campagne* et comptabilisés *en 2006* s'agissant des livraisons de gaz naturel sont enregistrés à la section ministérielle 07, programme 200 (« chapitre » 0200), sous action (« article d'exécution ») 69 « Remboursement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers sur la consommation de gaz naturel destiné aux exploitants agricoles », code alphanumérique (§) 7T.

- ☞ À l'instar de la campagne précédente, une cellule mixte « Cellule Remboursement TIPP-TICGN » sera créée au sein de chaque trésorerie générale. Animée par un cadre de la trésorerie générale et appuyée d'un correspondant de la DDAF, elle interviendra selon les modalités décrites dans les paragraphes ci-après.

3.1. RETRAIT ET DÉPÔT DES FORMULAIRES PAR LES DEMANDEURS

Un seul formulaire de demande comprenant la totalité des quantités de fioul domestique, de fioul lourd et de gaz naturel taxées dont le remboursement partiel est demandé a été élaboré pour cette première campagne (annexe n° 4).

Pour la deuxième campagne, un nouvel imprimé intégrant les augmentations de taux de remboursement sur le fioul domestique et le gaz naturel livrés à compter du 1^{er} septembre 2005 sera diffusé dans les mêmes conditions.

Les formulaires sont adressés en *version dématérialisée* par l'administration centrale du ministère de l'agriculture et de la pêche aux directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt, à charge pour eux d'en assurer la diffusion auprès des organismes professionnels et économiques agricoles (chambres d'agriculture, syndicats, coopératives...).

Une information par voie de presse (presse professionnelle agricole, presse quotidienne régionale) sera assurée sur les modalités et lieux de retrait et de dépôt des demandes et sur leurs traitements.

Après avoir retiré un formulaire, le demandeur réunit l'ensemble des pièces justificatives demandées et doit renvoyer le dossier, dûment rempli et complété, à la « *Cellule Remboursement TIPP-TICGN* » de la trésorerie générale du département du siège de son entreprise.

Les bénéficiaires ont été invités à présenter leur demande avant le 1^{er} décembre 2005 afin d'en accélérer le traitement et de réduire le nombre de dépôts tardifs. Cette date est *indicative* et les dossiers déposés ultérieurement devront être instruits dans les mêmes conditions.

Il ne devra être déposé *qu'une seule demande par bénéficiaire de la mesure par campagne de remboursement*. La demande unique devra donc répertorier la *totalité* des achats éligibles de fioul domestique, de fioul lourd et de gaz naturel au titre de chaque campagne de remboursement. *Les demandes multiples émanant du même demandeur*, une fois décelées, ne seront pas instruites et le demandeur se verra notifier le *rejet de son dossier*.

La notion de « *double demande* » doit être comprise au sens d'une tentative de fraude de la part du bénéficiaire c'est-à-dire deux demandes de remboursement comprenant des factures identiques.

Une facture *complémentaire* présentée par le demandeur doit être instruite et, si elle répond aux critères de l'instruction et mise en paiement. La deuxième demande de remboursement devra référencer la première.

3.2. INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE REMBOURSEMENT

Un *cachet comportant la date d'arrivée* dans la cellule de remboursement « TIPP-TICGN » est apposé sur chaque dossier.

Dans l'hypothèse où le dossier n'a pas été adressé à la trésorerie générale du département où se situe le siège du demandeur, la cellule de remboursement doit transmettre le dossier à la trésorerie générale du siège de l'exploitation. Le demandeur doit être informé de cette transmission. Ce dispositif doit permettre, à la cellule de remboursement de la trésorerie générale du département du siège de l'exploitation agricole, d'exercer un contrôle de doubles demandes.

3.2.1. Le contrôle de la recevabilité de la demande

La cellule « TIPP-TICGN » vérifie que le dossier déposé est complet. Il doit contenir les pièces suivantes :

- le formulaire de demande rempli ;
- les copies des factures de fioul domestique, de gaz naturel et de fioul lourd ;

- l'attestation de la qualité d'agriculteur (pièce justifiant du régime social et, le cas échéant, pièce justifiant d'une activité éligible aux mesures) ;
- et le RIP, le RIB ou le RICE¹ du demandeur.

Les dossiers incomplets, mal remplis ou comportant des documents irrecevables (facture hors période notamment) sont, sans délai, retournés par courrier, avec mention des pièces manquantes ou du motif du rejet. Le cas échéant, un nouveau dossier vierge est joint à cet envoi à l'appui de la lettre dont un modèle est joint en annexe n° 5.

Ce premier contrôle consiste à s'assurer de l'exhaustivité des pièces et de leur concordance avec la demande. Les factures, le RIB et les attestations sur l'affiliation au régime social agricole (Mutualité Sociale Agricole ou assimilé) et, le cas échéant, copie de l'extrait des statuts de la société doivent correspondre exactement au nom du demandeur.

Ce contrôle consiste également à s'assurer que la date de livraison des produits mentionnés sur les factures par le fournisseur est comprise entre le 1^{er} janvier 2005 et le 31 août 2005 inclus. Pour la deuxième campagne, la cellule « TIPP – TICGN » devra s'assurer que la date de facturation est comprise entre le 1^{er} septembre 2005 et le 31 décembre 2005 inclus.

Les dossiers correctement remplis et accompagnés de toutes les pièces nécessaires sont ensuite classés en 2 catégories :

- les dossiers qui ne soulèvent pas de difficultés particulières, en raison par exemple, de l'absence d'incertitude quant à l'éligibilité du demandeur à la mesure (exploitants individuels et GAEC notamment) ;
- les dossiers jugés plus complexes :
 - ceux des personnes morales, en raison par exemple d'une incertitude pouvant exister sur le caractère agricole de l'activité du demandeur au sens des articles L. 722-1 à L. 722-3 du Code rural ;
 - ceux portant sur un volume particulièrement élevé de fioul (la DDAF aura établi un guide indicatif des ordres de grandeur de consommation de fioul selon les types d'entreprises susceptibles de bénéficier de la mesure dans le département) ;
 - ceux dont les pièces justificatives présentées (notamment celles relatives au régime social ou à l'activité agricole) ne permettent pas clairement de se prononcer sur l'éligibilité du demandeur.

3.2.2. Le contrôle de l'éligibilité de la demande

Le contrôle de l'éligibilité de la demande (l'activité du demandeur ou les quantités éligibles) est une compétence exclusive de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF).

Dès lors, pour les dossiers « simples », le représentant de la DDAF peut apposer le cachet de son service sur un bordereau récapitulatif listant les dossiers.

Pour les dossiers jugés complexes par la cellule, le représentant de la DDAF valide individuellement les dossiers de demande.

Dans les deux cas, le représentant de la DDAF doit apposer le cachet de son service et son visa. Cette « estampille » atteste que le contrôle d'éligibilité a bien été effectué. Le visa de la DDAF est indispensable pour mettre en paiement la demande.

¹ Relevé d'identité bancaire, postale ou de caisse d'épargne.

3.2.3. Le contrôle des doubles demandes

Un contrôle de l'absence de double demande de paiement sera réalisé par consultation dans l'application NDL, des paiements effectués au même créancier. A cet égard, l'utilisation de la transaction DSOCO permet de contrôler les doubles paiements (voir *infra*).

3.2.4. Le contrôle de la liquidation et de l'acquit libératoire

3.2.4.1. Le contrôle de la liquidation

Par souci de simplification, lors des deux campagnes de remboursement, ce contrôle est limité à la vérification de la concordance entre le montant des factures et ceux reportés sur le feuillet n° 2 du formulaire, et à l'application du taux de remboursement. Les quantités mentionnées par le demandeur doivent être soit identiques à celles des factures, soit inférieures (cas où les quantités facturées correspondent partiellement à des utilisations inéligibles).

Anomalies possibles :

- *Factures comprenant des quantités (litres, tonnes ou milliers de kilowattheures) inférieures à celles indiquées sur le feuillet n° 2*

La quantité retenue est celle indiquée sur la facture. Le feuillet n° 2 est rectifié avec indication du montant inscrit sur les factures.

Le total récapitulatif est corrigé sur le feuillet n° 1 et 2. Le bénéficiaire est avisé de cette rectification (voir modèle de lettre en annexe n° 5).

- Factures comprenant des quantités (litres, tonnes ou milliers de kilowattheures) supérieures à celles mentionnées sur le formulaire : pas de rectification. Le montant indiqué sur le formulaire sert au calcul de la somme à rembourser
- *Total du feuillet n° 2 (et repris sur le feuillet n° 1) erroné*. Le montant exact est indiqué à l'encre rouge ; le bénéficiaire est avisé de cette rectification.

3.2.4.2. Le contrôle de l'acquit libératoire

Le RIB (RIP ou RICE) est contrôlé avec l'identité du demandeur mentionné sur le formulaire feuillet n° 1.

4. LA MISE EN PAIEMENT

Remarques :

- Les dossiers sont mis en paiement dans *l'application NDL*. En effet, dans la mesure où les bénéficiaires pourront prétendre à un deuxième paiement au titre de la deuxième campagne, et pour des raisons de sécurisation de la procédure et de contrôles des doubles demandes, il a été décidé que les remboursements de la TIPP et de la TICGN sont réalisés par la transaction de dépenses sans ordonnancement réservées au comptable (DSOCO) de l'application NDL.
- Pour une plus grande efficacité et sécurité dans la réalisation des opérations, il sera indispensable de confier la phase de mise en paiement à des agents différents de ceux qui sont intervenus pour le contrôle de la recevabilité et de l'éligibilité de la demande.
- Afin de faciliter les éventuels tris ou recherches, le dossier avant d'être mis en paiement est numéroté (haut droit de la demande) comme indiqué dans la partie 4.1 des instructions du 25 février 2005.

4.1. LE TRAITEMENT DES REMBOURSEMENTS VIA LA PROCÉDURE DSOCO DANS NDL

4.1.1. Organisation à retenir pour la saisie des remboursements en DSOCO

L'utilisation de la transaction DSOCO pour effectuer les remboursements de TIPP et de TICGN conduit à traiter ceux-ci dans les trésoreries générales comme *des dépenses sans ordonnancement réservées au comptable*.

Il est essentiel que la saisie soit effectuée en flux régulier pour éviter l'engorgement des services et permettre un paiement rapide.

Les étapes à suivre pour le bon déroulement des paiements via DSOCO sont exposées ci-après.

4.1.2. Création des tiers bénéficiaires

Préalablement à toute saisie d'un remboursement dans DSOCO, la cellule TIPP saisira dans NDL les caractéristiques relatives au créancier (transaction CREANC, selon les modalités définies dans le guide de saisie NDL et détaillées en annexe n° 6).

Outre qu'elle est un préalable indispensable à l'utilisation de la transaction DSOCO, cette procédure présentera également l'avantage de créer dans NDL une base de tiers, qui pourra être réutilisée lors de la 2^{ème} campagne de remboursement durant l'année 2006.

4.1.3. Création des certificats de dépenses sans ordonnancement

Ensuite, les certificats de DSO pour le paiement sont créés par la cellule « TIPP-TICGN » (transaction DSOCO de l'application NDL détaillée en annexe).

Au plan organisationnel, et en fonction des volumes à traiter, deux options sont possibles :

- création d'un certificat par dossier ;
- création d'un certificat par journée comptable pouvant regrouper plusieurs dossiers.

Dans tous les cas, le numéro de certificat NDL devra être reporté sur le(s) dossier(s) concerné(s) pour faciliter les recherches ultérieures et l'exercice des contrôles de supervision (annexe n° 7).

4.1.4. Paiement par virement

Les remboursements validés suivront le circuit normal des dépenses par virement.

Les rejets de virements seront traités selon les procédures habituelles.

4.2. LES ÉCRITURES COMPTABLES DES OPÉRATIONS DE REMBOURSEMENT

4.2.1. Remboursement comptabilisé en 2005

- La dépense sera imputée lors de la première campagne au compte 900.00 avec spécification comptable 920.15 02 et non comptable 20.62 « Remboursements sur produits indirects et Divers - Direction générale des Douanes – remboursement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers destinés aux exploitants agricoles : fioul domestique » s'agissant des remboursements de taxe liés aux livraisons *de fioul domestique et de fioul lourd*.
- La dépense sera imputée lors de la première campagne au compte 900.00 avec spécification comptable 920.15 02 et non comptable 20.64 « Remboursements sur produits indirects et Divers - Direction générale des Douanes – remboursement de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel » pour ce qui concerne *les livraisons de gaz naturel*.

Les écritures comptables sont celles de droit commun.

4.2.2. Remboursement comptabilisé en 2006

- La dépense sera imputée sur le ministère 07, programme 0200, sous action 67, code alphanumérique 7T s'agissant des remboursements de taxe liés aux livraisons *de fioul domestique et de fioul lourd*.
- La dépense sera imputée au ministère 07, programme 0200, sous action 69, code alphanumérique 7T s'agissant des remboursements de taxe liés aux livraisons *de gaz naturel*.

4.3. LA TENUE D'UN TABLEAU DE BORD

Le dispositif de remboursement partiel de la TIPP et de la TICGN aux exploitants agricoles fait l'objet d'un suivi par la direction générale de la comptabilité publique.

Pour ce faire, la cellule de remboursement doit tenir les statistiques suivantes : le nombre de paiements effectués ainsi que le montant total des remboursements par semaine, en renseignant le tableau annexé à la présente instruction (annexe n° 9) et également disponible en téléchargement sur Magellan, « Dépenses Publiques ».

Ces statistiques devront être transmises tous les 15 jours, par messagerie, à l'adresse suivante : bernard.carillo@cp.finances.gouv.fr (téléphone 01 53 18 30 56).

5. LE TRAITEMENT DES RÉCLAMATIONS

Afin de faciliter les recherches, le service dépense conservera dans un classement particulier les éditions NDL concernant cette opération.

- Les documents sont encore détenus à la trésorerie générale.

Les réclamations relatives à l'éligibilité des demandes seront traitées par la DDAF. Une copie des dossiers sera mise à sa disposition en tant que de besoin par la trésorerie générale (l'original étant une pièce justificative de la dépense, il doit rester à l'appui des pièces du compte de gestion).

Les réclamations afférentes à la liquidation et au paiement seront instruites par la trésorerie générale.

- Les documents ont été transmis à la DGCP pour mise à disposition de la Cour des comptes et n'ont pas encore fait l'objet d'une vérification par le juge des comptes.

Il y aura lieu d'aviser le réclamant de cette situation et de lui indiquer que sa demande ne pourra être instruite qu'à réception de la copie de pièces réclamées à la direction générale ou à la Haute juridiction.

Toute difficulté d'application de la présente instruction devra être signalée à la direction générale sous le timbre du bureau 7B.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR
CHARGÉ DE LA 7^{ÈME} SOUS-DIRECTION

BRUNO SOULIÉ

Le Directeur des Affaires Financières
du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Pour Le Directeur des Affaires Financières
du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

LE DIRECTEUR DES AFFAIRES
FINANCIÈRES ET DE LA LOGISTIQUE

FRANÇOIS DE LA GUÉRONNIÈRE

ANNEXE N° 1 : Extraits du Code rural

Activités agricoles, travaux agricoles et forestiers

Art. L. 722-1. - Le régime de protection sociale des non-salariés des professions agricoles est applicable aux personnes non salariées occupées aux activités ou dans les exploitations, entreprises ou établissements énumérés ci-dessous :

1° Exploitations de culture et d'élevage de quelque nature qu'elles soient, exploitations de dressage, d'entraînement, haras ainsi qu'établissements de toute nature dirigés par l'exploitant agricole en vue de la transformation, du conditionnement et de la commercialisation des produits agricoles lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, ou structures d'accueil touristique précisées en tant que de besoin par décret, situées sur l'exploitation ou dans les locaux de celle-ci, notamment d'hébergement et de restauration;

2° Entreprises de travaux agricoles définis à l'article L. 722-2 ;

3° Travaux forestiers et entreprises de travaux forestiers définis à l'article L. 722-3 ;

4° Etablissements de conchyliculture et de pisciculture et établissements assimilés ainsi qu'activités de pêche maritime à pied professionnelle telle que définie par décret en Conseil d'Etat, sauf pour les personnes qui relèvent du régime social des marins ;

5° Activité exercée en qualité de non salariés par les mandataires des sociétés ou caisses locales d'assurances mutuelles agricoles dans les conditions prévues par décret en Conseil d'Etat ;

6° Entreprises artisanales rurales n'employant pas plus de deux ouvriers de façon permanente.

Art. L. 722-2. - Sont considérés comme travaux agricoles :

1° Les travaux qui entrent dans le cycle de la production animale ou végétale, les travaux d'amélioration foncière agricole ainsi que les travaux accessoires nécessaires à l'exécution des travaux précédents ;

2° Les travaux de création, restauration et entretien des parcs et jardins.

Cotisants solidaires

Art. L. 731-23. - Les personnes qui dirigent une exploitation ou une entreprise agricole dont l'importance est inférieure à celle définie à l'article L. 722-5 et supérieure à un minimum fixé par décret ont à leur charge une cotisation de solidarité calculée en pourcentage de leurs revenus professionnels définis à l'article L. 731-14, afférents à l'année précédant celle au titre de laquelle la cotisation est due ou, à défaut sur une assiette forfaitaire provisoire déterminée dans des conditions fixées par décret . Cette assiette forfaitaire est régularisée lorsque les revenus sont connus. Le taux de la cotisation est fixé par décret.

ANNEXE N° 2 : Tableau des pièces justificatives exigées pour le remboursement partiel de la TIPP et de la TICGN selon le type de demandeur

| Au nom de qui est établie la demande ? | Pièces ou éléments de dossier justifiant de l'identité du demandeur | Pièce justifiant d'une activité éligible à la mesure | Pièce justifiant du régime social |
|--|---|---|--|
| Personne physique. | Le nom et l'adresse du demandeur doivent être identiques sur la demande, sur le RIB, sur la pièce relative à l'affiliation au régime social et sur les factures jointes. | Sans objet, justification fournie par le régime social. | Copie de pièce prouvant l'affiliation au régime social des non salariés des professions agricoles, ou l'affiliation au régime social des marins au titre de la conchyliculture. |
| Société spécifique à la production agricole : GAEC, SCEA, EARL, GFA-exploitant. | La raison sociale et l'adresse figurant sur la demande, sur le RIB et sur les factures jointes doit être la même. Toutes ces pièces doivent explicitement mentionner la nature de la société (GAEC, EARL, SCEA...). | Sans objet, justification fournie par le régime social. | Copie de pièce prouvant l'affiliation du membre de la société signataire de la demande au régime social des non salariés des professions agricoles (ou équivalent en conchyliculture) Ou (si présence de salariés) : Copie de pièce prouvant l'affiliation des salariés de la société au régime social des salariés agricoles (ou équivalent en conchyliculture). |
| Coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole (CUMA). | La raison sociale et l'adresse figurant sur la demande, sur le RIB, sur l'extrait des statuts ou l'extrait K bis et sur les factures jointes doit être la même. Toutes ces pièces doivent explicitement mentionner la nature du CUMA de la société. | Copie de l'extrait des statuts ou de l'extrait K bis de la CUMA démontrant qu'elle détient des matériels destinés à la réalisation de travaux dans les exploitations agricoles (le fioul utilisé pour la déshydratation de fourrages réalisé par les CUMA de déshydratation n'est pas éligible à la mesure). | Idem ci-dessus |
| Autres coopératives agricoles, SICA, groupement de producteurs agricoles. | La raison sociale et l'adresse figurant sur la demande, sur le RIB, sur l'extrait des statuts ou sur l'extrait K bis et sur les factures jointes doit être la même. Toutes ces pièces doivent explicitement mentionner la nature de coopérative agricole ou de SICA ou de groupement de producteurs agricoles. | Copie de l'extrait des statuts ou de l'extrait K bis de la société ou du groupement démontrant que tout ou partie de ces activités ont une nature de production ou de travaux agricoles. <i>Exemples : coopérative d'estive ou d'alpage prenant en pension en été les animaux de ses membres éleveurs, coopérative d'insémination artificielle élevant des taureaux reproducteurs, groupement de producteurs agricoles réalisant une phase du cycle d'élevage des animaux de ces membres, SICA produisant des plants de vignes pour ses adhérents</i> | Idem ci-dessus |

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

| Au nom de qui est établie la demande ? | Pièces ou éléments de dossier justifiant de l'identité du demandeur | Pièce justifiant d'une activité éligible à la mesure | Pièce justifiant du régime social |
|---|--|--|--|
| Personnes ayant une activité de production agricole ou de travaux agricoles ou forestiers non soumises au régime mentionné au point 1 ci-dessus. | Leur éligibilité à la mesure est démontrée par la production d'un <u>document attestant qu'elles sont soumises au paiement de la cotisation de solidarité</u> (par exemple, appel de cotisations). | | |
| Autres sociétés et autres personnes morales (y compris établissements publics ou privés d'enseignement ou de recherche ayant une activité de production agricole ou de travaux agricoles ou forestiers). | <p>Personnes morales hors établissements d'enseignement ou de recherche publics ou privés :</p> <p>La raison sociale et l'adresse figurant sur la demande, sur le RIB, sur l'extrait des statuts et sur les factures jointes doit être la même.</p> <p>Etablissements privés d'enseignement ou de recherche</p> <p>Ne sont éligibles à la mesure que les établissements ayant une activité de production agricole ou de travaux agricoles ou forestiers au sens des art. L.722-1 à L.722-3 du code rural. Seules les factures relatives à ces activités sont éligibles.</p> <p>-----</p> <p>Etablissements publics : Ne sont éligibles à la mesure que les établissements ayant une activité de production agricole ou de travaux agricoles ou forestiers au sens des art. L.722-1 à L.722-3 du code rural. Seules les factures relatives à des activités sont éligibles.</p> | <p>Personnes morales hors établissements publics :</p> <p>Extrait des statuts ou extrait K bis de la personne morale démontrant que tout ou partie de ces activités ont une nature de production agricole, ou de travaux agricoles ou forestiers (au sens des art. L.722-1 à L.722-3 du code rural).</p> <p>-----</p> <p>Etablissements publics : Néant (contrôle direct par l'administration)</p> | <p>Personnes morales hors établissements publics :</p> <p>Copie de pièce prouvant l'affiliation du membre de la société signataire de la demande au régime social des non salariés des professions agricoles (ou équivalent en conchyliculture)</p> <p>Ou (si présence de salariés) :</p> <p>Copie de pièce prouvant l'affiliation des salariés de la société au régime social des salariés agricoles (ou équivalent en conchyliculture).</p> <p>-----</p> <p>Etablissements publics : Néant (contrôle direct par l'administration)</p> |

ANNEXE N° 3 : Dénominations commerciales du fioul domestique

Liste communiquée par la Fédération Française des Combustibles et Carburants
 Cette liste n'a pas vocation à être exhaustive. (lire indifféremment FIOUL et FUEL)

| |
|--|
| - FODH PCS |
| - FIOUL HIVER (ou FIOUL OIL HIVER) |
| - FIOUL DE QUALITE SUPERIEURE (ou FQS) |
| - FIOUL SHELL THERMO (ou SHELL THERMO ECOPLUS) |
| - FIOUL BIOCARBURANT |
| - FIOUL POLAIRE |
| - STARFIOUL |
| - FIOUL EXTRA |
| - FIOUL SUPER |
| - FIOUL GRAND FROID |
| - FIOUL PLUS |
| - POLAR |
| - FIOUL SF K9 vert |
| - FIOUL PREMIER TOTAL |
| - ESSO FIOUL PLUS |
| - DYNEFF SUPER FIOUL |
| - DYNEFF EXTRA FIOUL |
| - NEO FIOUL (ou NEO FIOUL PLUS) |
| - FQS |
| - FIOUL HAUTE PERFORMANCE |
| - FIOUL SPECIAL (ou FIOUL SPECIAL L 0,2% S) |
| - FIOUL FF |
| - FIOUL FROID DENATURE |
| - FIOUL QUALITE |
| - FIOUL TLF -11 |
| - OPTIFIOUL |
| - MAXIFIOUL |
| - FINA ORDINAIRE |
| - FIOUL RAFFINE TLF-15 |
| - FIOUL RUBIS |
| - FIOUL 2000 |
| - FIOUL DOMESTIQUE Xbee |
| - FIOUL ESPACE |
| - TURBO FIOUL |
| - FIOUL EMERAUDE |
| - ULTRA FIOUL |
| - BP SUPER FIOUL 24 |
| - ESSO FIOUL QUATRE SAISONS |
| - FIOUL NORMAL |
| - FIOUL STANDARD |
| - FIOUL ORDINAIRE |
| - FIOUL QUALITÉ PLUS |
| - FIOUL BIEN ÊTRE |
| - FIOUL SUPÉRIEUR |
| - FIOUL QUALITÉ |
| - FIOUL CULTURE |
| - FINA FIOUL PLUS |

ANNEXE N° 4 : Formulaire de demande



MINISTÈRE DE
L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

ANNEXE 4

DEMANDE DE REMBOURSEMENT PARTIEL DE :

TIPP - FUEL-OIL DOMESTIQUE ☐
(cochez la ou les cases correspondantes)

TIPP - FIOUL LOURD ☐

TICGN (GAZ NATUREL) ☐

ACHETÉS POUR LES ACTIVITÉS AGRICOLES DU 1^{er} JANVIER 2005 AU 31 AOUT 2005

Sous peine d'inéligibilité à la mesure, il ne doit être déposé qu'une seule demande par bénéficiaire

$$N^{\circ} \left[\begin{array}{cccccc} 1 & 1 & 1 & 1 & 1 & 1 \end{array} \right]$$
[illegible]

| | | | | |
|----------------------------|---|-----------------------------------|-------------------|----------------------|
| FUEL DOMESTIQUE (1) | Litres éligibles | <input type="text" value="L"/> | | REMBOURSEMENT |
| | Montant de la déduction de TIPP par litre | X | 0,04 euros | |
| | Montant du remboursement (en euros) | = | | |
| FIOUL LOURD (1) | Tonnes éligibles | <input type="text" value="T"/> | | TOTAL |
| | Montant de la déduction de TIPP par tonne | X | 9,25 euros | |
| | Montant du remboursement (en euros) | <input type="text" value="(b)"/> | | |
| GAZ NATUREL (1) | Milliers de kilowattheures éligibles | <input type="text" value="MKwh"/> | | DEMANDE |
| | Montant de la déduction de TICGN (par milliers de kilowattheures) | X | 0,71 euros | |
| | Montant du remboursement (en euros) | <input type="text" value=""/> | | |
| | | | | (a+b+c) |
| | | | | euros |

REEMPLIR UNE LIGNE PAR FACTURE (2)

| N° facture | Date facture | Nom et adresse du fournisseur | Quantité de gaz naturel éligible (en milliers de kilowattheures) |
|---|--------------|-------------------------------|--|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| TOTAL DE MILLIERS DE KILOWATTHEURES ÉLIGIBLES (3) | | | |

Joindre une copie des factures

LE DOSSIER COMPLET
(demande et pièces justificatives)
est à transmettre avant le **1^{ER} DECEMBRE 2005**
à l'adresse suivante :
TRÉSORERIE GÉNÉRALE DE (nom du département du siège de l'exploitation agricole)
CELLULE « REMBOURSEMENT TIPP-TICGN »

Je soussigné(e) atteste sur l'honneur⁽⁴⁾ que la quantité totale de FOD et/ou de GN indiquée sur les factures ci-jointes et ci-après répertoriées a été utilisée uniquement pour les usages professionnels dont je déclare avoir pris connaissance et certifie que les copies des factures présentées sont en parfaite conformité avec les originaux que je détiens et m'engage à produire sur simple demande :

Fait à :.....le :

Signature du chef d'entreprise

- (1) Le montant doit être identique au total des achats éligibles porté sur le feuillet n°2.
- (2) Seules sont éligibles les factures dont la date de livraison est comprise entre le 1^{er} janvier 2005 inclus et le 31 août 2005 inclus, établies au nom du demandeur (entreprise individuelle, société ou association), lequel doit être identique à celui figurant sur le RIB fourni.
- (3) Montant repris sur le feuillet n°1 (demandeur personne physique ou personne morale).
- (4) L'article 441-6 du code pénal punit de 2 ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende le fait de fournir une déclaration mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, un paiement ou un avantage indu.

ANNEXE N° 4 (suite)

Notice explicative

JUSTIFICATIFS SPÉCIFIQUES POUR LES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Les sociétés, associations, établissements publics et autres personnes morales doivent TOUTES joindre à leur demande un justificatif d'affiliation à un régime social de catégories éligibles à la mesure (point A ci-dessous).

Les sociétés spécifiques de la production agricole (GAEC, EARL, SCEA, GFA-exploitant) n'ont pas d'autre justificatif à fournir.

Les autres sociétés ou personnes morales doivent joindre un justificatif d'activité agricole (point B ci-dessous).

A. Justificatif d'affiliation à un régime social :

Quel que soit le type de votre société (ou autre personne morale), vous devez joindre à votre demande un document attestant :

- soit l'affiliation d'au moins un des membres de la société (ou autre personne morale) au régime social des non salariés agricoles (ou au régime social des marins dans le cas d'activité conchylicole), par exemple : appel de cotisations sociales personnelles de l'exploitant associé remplissant la demande au nom de la société,
- soit l'affiliation d'au moins un salarié de la société (s'il y en a un) au régime social des salariés agricoles (ou au régime social des marins dans le cas d'activité conchylicole), par exemple : appel de cotisations sociales de la société en tant qu'employeur de main d'œuvre salariée.

B. Justificatif d'activité agricole :**1 – VOTRE SOCIÉTÉ EST UN G.A.E.C., OU UNE E.A.R.L. , OU UNE SOCIÉTÉ CIVILE D'EXPLOITATION AGRICOLE (S.C.E.A.), OU UN GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE EXPLOITANT (GFA-EXPLOITANT)**

L'activité de votre société étant par nature agricole, vous n'avez pas à produire de justificatif en la matière.

Il vous est uniquement demandé un justificatif d'affiliation à un régime social agricole (cf. point A)

2 – VOUS DÉPOSEZ UNE DEMANDE AU NOM D'UNE SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE (HORS CUMA), OU D'UNE SOCIÉTÉ D'INTÉRÊT COLLECTIF AGRICOLE (SICA), OU D'UN GROUPEMENT DE PRODUCTEURS AGRICOLES

Votre société est éligible à la mesure si elle a une activité de production agricole.

Vous devez joindre à votre demande une copie de l'extrait des statuts ou de l'extrait K bis (à demander auprès du greffe du tribunal de commerce où est immatriculée la société) mentionnant la nature de production agricole de tout ou partie des activités de votre société.

Il vous est également demandé un justificatif d'affiliation à un régime social agricole (cf. point A).

3 – VOUS DÉPOSEZ UNE DEMANDE AU NOM D'UNE COOPÉRATIVE D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE EN COMMUN (CUMA)

Votre CUMA est éligible à la mesure au titre du fioul utilisé pour des travaux dans les exploitations agricoles.

Vous devez joindre à votre demande une copie de l'extrait des statuts ou de l'extrait K bis mentionnant que les matériels de la CUMA sont destinés à la réalisation de travaux dans les exploitations agricoles.

Il vous est également demandé un justificatif d'affiliation à un régime social agricole (cf. point A)

4 – VOUS DÉPOSEZ UNE DEMANDE AU NOM DE TOUTE AUTRE SOCIÉTÉ (OU PERSONNE MORALE)

Votre société (ou personne morale) est éligible à la mesure si elle a une activité de production agricole.

Vous devez joindre à votre demande une copie de l'extrait K bis (pour les sociétés) ou extrait des statuts (associations) mentionnant la nature d'activité de production agricole de tout ou partie des activités de la personne morale.

Il vous est également demandé un justificatif d'affiliation à un régime social agricole (cf. point A)

ANNEXE N° 4 (suite et fin)

RENSEIGNEMENTS

1) Fioul et/ou gaz naturel pouvant bénéficier de la mesure de remboursement partiel de taxe

Fioul : seul le fioul domestique déjà admis au bénéfice du taux réduit de la taxe intérieure de consommation et réservé aux usages mentionnés au point 2) et dans les secteurs d'activités précisées au point 3) ci-après peut bénéficier de la mesure de remboursement partiel de ladite taxe. Les factures présentées pour le remboursement doivent mentionner qu'il s'agit bien de fioul domestique ou « FOD ».

Gaz naturel : seul le gaz naturel utilisé comme combustible pour les besoins de l'activité agricole peut bénéficier de la mesure de remboursement partiel de la taxe intérieure de consommation. Les factures présentées pour le remboursement doivent mentionner qu'il s'agit bien de gaz naturel .

NB : les quantités déjà exonérées de TICGN ne donnent pas droit à remboursement (art 266 quinquies du code des douanes et franchise sur les 400 000 premiers kw/h mensuels facturés)

2) Conditions d'emploi du FOD

N'est éligible à la mesure que le fioul domestique destiné à des fins professionnelles et dans les conditions d'emploi définies dans le chapitre premier de l'arrêté du 29 avril 1970 modifié, couvrant notamment l'alimentation des moteurs des tracteurs et engins automoteurs agricoles ou forestiers, ainsi que l'alimentation des installations et matériels de pompage, de manutention et de chauffage.

3) Conditions d'activités

La mesure de remboursement partiel de taxe intérieure est destinée à tous les entrepreneurs individuels, sociétés et associations affiliés à la mutualité sociale agricole à titre personnel, ou au titre de leurs salariés, ainsi qu'aux établissements conchylicoles indépendamment de leur régime social. Ce champ de bénéficiaires recouvre :

- (i) les exploitations agricoles, de forme individuelle ou sociétaire, ou mise en valeur par des établissements publics ou des associations ;
- (ii) les entreprises de travaux agricoles et les entreprises de travaux forestiers ainsi que les exploitants forestiers ;
- (iii) les exploitations de conchyliculture ou de pisciculture ;
- (iv) les coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole (CUMA), les autres sociétés coopératives agricoles (y compris les sociétés d'intérêt collectif agricole) ainsi que les groupements de producteurs agricoles, dès lors que ces entreprises ont une activité agricole ou réalisent des travaux agricoles ou forestiers au sens des articles L.722-1 à L.722-3 du Code rural. :

Art. L. 722-2. - Sont considérés comme travaux agricoles :

1° Les travaux qui entrent dans le cycle de la production animale ou végétale, les travaux d'amélioration foncière agricole ainsi que les travaux accessoires nécessaires à l'exécution des travaux précédents ;

2° Les travaux de création, restauration et entretien des parcs et jardins.

Art. L. 722-3. - Sont considérés comme travaux forestiers :

1° Les travaux de récolte de bois, à savoir abattage, ébranchage, élagage, éhouppage, débardage sous toutes ses formes, les travaux précédant ou suivant normalement ces opérations tels que débroussaillage, nettoyage des coupes ainsi que transport de bois effectué par l'entreprise qui a procédé à tout ou partie des opérations précédentes et, lorsqu'ils sont effectués sur le parterre de la coupe, les travaux de façonnage, de conditionnement du bois, de sciage et de carbonisation, quels que soient les procédés utilisés ;

2° Les travaux de reboisement et de sylviculture, y compris l'élagage, le débroussaillage et le nettoyage des coupes ;

3° Les travaux d'équipement forestier, lorsqu'ils sont accessoires aux travaux ci-dessus.

Ces travaux conservent leur caractère forestier lorsqu'ils sont effectués en dehors du parterre de la coupe par une entreprise ou une section d'entreprise dont l'activité principale est l'exploitation forestière ou la production de bois brut de sciage.

4) Factures éligibles

Les quantités de FOD et/ou de GN figurant sur des factures présentant une date de livraison antérieure au 1^{er} janvier 2005 ou postérieure au 31 août 2005 ne sont pas éligibles au remboursement partiel de taxe intérieure objet de la présente demande ; sous cette réserve, le remboursement est accordé que la facture soit ou non acquittée.

Les factures présentées pourront être des copies. Elles ne pourront être prises en compte que si elles sont établies au nom du demandeur (personne physique ou société) titulaire du compte sur lequel le versement de l'aide est sollicité : le nom (ou raison sociale) figurant sur la facture doit être identique à celui du RIB et à celui figurant au feuillet 1.

Il ne devra être déposé qu'une seule demande par bénéficiaire.

ANNEXE N° 5 : Notification de décision

Le

J'ai l'honneur de vous informer que votre demande de remboursement partiel de la TIPP et/ou de la TICGN est parvenue dans mes services le _____ concernant les produits suivants :

☐ *Fioul domestique* ☐ *Fioul lourd* ☐ *Gaz naturel*

Après instruction du dossier, votre demande a été :

☐ **Mise en instance** dans l'attente des compléments d'information mentionnés ci-dessous :

Pièce(s) complémentaire(s) à fournir

☐ **Rectifiée** pour le ou les motifs suivants :

La volumétrie définitivement retenue au titre de votre demande est de :

.....litres de fioul domestique,

.....tonnes de fioul lourd,

.....milliers de kilowattheures de gaz naturel,

soit un remboursement total deeuros.

☐ **Rejetée** pour les ou les motifs suivants :

☐ Demande non éligible, compte tenu de l'absence d'activité agricole

☐ Double demande au même nom

☐ Factures non éligibles

☐ Autres

Pour contester cette décision, vous disposez d'un délai de deux mois à compter de sa notification conformément aux articles R 421-1 à R 421-7 du code de justice administrative.

L'article 441-6 du code pénal punit de 2 ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende le fait de fournir une déclaration mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, un paiement ou un avantage indu.

ANNEXE N° 6 : Remboursement TIPP/TICGN - Procédure de saisie dans NDL

**Campagne de remboursement TIPP/TICGN
Procédure de saisie dans NDL**

CREANC

Création d'un créancier individuel :*Saisie de la grille « caractéristiques du créancier » :*

Le numéro de créancier n'est pas saisi, il est attribué séquentiellement par NDL. Ce numéro sera reporté sur le dossier de demande de remboursement.

Le code type créancier sera 16 (créancier DSO créé par le comptable - n° séquentiel)

Le nom et l'adresse seront saisis sur la base des informations mentionnées sur les dossiers.

Saisie de la grille « liste des domiciliations » :

Les remboursements étant payés par virement, le code correspondant au virement bancaire (VB) sera saisi dans la rubrique « mode de règlement » de la transaction CREANC.

Les références bancaires du créancier seront alors saisies sur la base du RIB qui devra obligatoirement être joint au dossier.

DSOCO

Écran caractéristiques générales :

Un certificat distinct doit être créé pour les remboursements de TIPP et de TICGN.

Année de gestion : non saisissable, servie automatiquement par l'année en cours

Remboursement comptabilisé en 2005 : Ministère : 920

Remboursement comptabilisé en 2006 : Ministère : 907

Compte spécial et subdivision : néant

Type de paiement : 200

Indicateur créancier : P

Libellé de la dépense : Remboursement TIPP ou TICGN (utilement complété par le(s) numéro(s) du(des) dossiers)

Suivi : néant (L'imputation est suffisante pour permettre les restitutions dans INDIA (requête 98))

Expression monétaire du certificat DSO : Saisir E pour Euro. Puis message de demande de confirmation : EXPRESSION MONETAIRE DSO EUROS, CONFIRMER OU ABANDONNER.

Transmettre pour confirmer.

ANNEXE N° 6 (suite et fin)

Écran liste des propositions de paiement :

Numéro de créancier : numéro attribué dans CREANC

Numéro domiciliation : correspond au numéro de domiciliation créé par CREANC. S'il n'existe qu'une seule domiciliation : saisir 01. Dans le cas contraire, choisir la domiciliation correspondant au RIB fourni.

Mode règlement : VB

Cet écran est un écran liste mais il ne faut saisir qu'une seule ligne à la fois et transmettre ; on enchaîne alors sur l'écran « ventilation budgétaire du paiement ».

Une fois l'écran ventilation budgétaire du paiement servi pour la première ligne, retour sur l'écran liste des propositions de paiement pour saisir la ligne suivante.

Écran ventilation budgétaire

Imputation d'exécution **pour 2005** :

chapitre 15-02 article 20 § 62 pour la TIPP
chapitre 15-02 article 20 § 64 pour la TICGN

Imputation d'exécution **pour 2006** :

Programme 0200 sous-action 67 § 7T pour la TIPP
Programme 0200 sous-action 69 § 7T pour la TICGN

Montant de la ligne : montant du remboursement accepté €

Montant total du paiement : somme € (imputation budgétaire unique)

Écran comptabilisation

Sans observation

Écran récapitulation du certificat de paiement DSOCO

Sans observation

ANNEXE N° 7 : Contrôle de supervision

| RISQUES | INTERVENANTS | NATURE | MODALITÉS ET TAUX | SUPPORTS | MATÉRIALISATION | OBSERVATIONS |
|---|--|---|--|--|---|---|
| 1. erreur ou fraude sur l'identité bancaire 2. fraude par constitution d'un faux dossier | Chef de service Dépense (ou un adjoint qu'il désignera et qui n'aura pas participé aux opérations de paiement) | Contrôle de régularité exercé a posteriori sur les virements réalisés | Rapprochement : Bénéficiaire du remboursement TIPP ou TICGN ≡ Bénéficiaire du paiement Taux : 2 % au minimum du nombre de bénéficiaires | Bénéficiaire du remboursement TIPP ou TICGN: - dossier de demande de remboursement validé par la DDAF - identité bancaire portée sur le R.I.B., RIP, ou RICE Bénéficiaire du paiement : - état quotidien nominatif N.D.L. | Matérialisés (date et signature) sur les états N.D.L., conservés chronologiquement par le service Dépense | Le contrôle doit être exercé avant la transmission des pièces justificatives au juge des comptes |
| 3. Erreur ou fraude dans la liquidation (mauvaise maîtrise de la complexité des dossiers) | DDAF / chef de service | | Contrôle par sondage de certains dossiers non complexes par la DDAF + Contrôle a priori par le chef de service de certains dossiers. | | | Dans l'instruction il est prévu que pour les opérations non complexes, l'estampille de la DDAF pourra n'être apposée que sur le bordereau et non sur les dossiers individuels. Si tel est le cas, la DDAF ne pourra pas s'apercevoir d'erreur de liquidation. Par ailleurs, il convient de définir localement les opérations complexes de manière détaillée, afin de ne pas laisser l'appréciation de la complexité (qui n'est pas sans impact sur l'importance du visa par la DDAF) à la seule appréciation des vacataires. |

ANNEXE N° 7 (suite et fin)

| | | | | | | |
|---|---|--|---|--|--|---|
| 4. Double paiement (qui peut être lié à une double liquidation) | <p>Chef de service Dépense (ou un adjoint qu'il désignera et qui n'aura pas participé aux opérations de paiement)</p> <p>DDAF</p> | | <p>DDAF : mise en place d'une base de donnée des dossiers adressés. Examen de la base avant délivrance d'un nouveau dossier.</p> <p>Envoi au comptable de la liste de tous les dossiers adressés, et ce selon une périodicité à définir.</p> <p>Pour le comptable : requête dans COMPAS sur le critère du nom du bénéficiaire</p> | | | <p>Les services DDAF doivent mettre en œuvre un dispositif afin de s'assurer de l'absence de délivrance de deux dossiers à une même exploitation.</p> <p>Il convient également de s'assurer ponctuellement de la concordance entre le nombre de dossiers retirés (source DDAF) et le nombre de dossiers traités (source cellule).</p> |
| 5. Absence de suivi des dossiers incomplets | <p>DDAF</p> <p>Chef de service</p> | | | | | <p>Il convient d'assurer un suivi spécifique (mise en œuvre de fiches navette entre ordonnateur et comptable par exemple, suivi sur une base de données) des dossiers incomplets, des suites données, du délai et des modalités de régularisation.</p> |

ANNEXE N° 8 : Tableau de bord

| Suivi statistique de l'activité – cellule TIPP-TICGN | | | | | | | |
|---|-------------------------|----------|--------------------|----------|-----------------|----------|-----------------|
| Département : | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| Semaine | TIPP | | | | TICGN | | |
| | <i>Fioul domestique</i> | | <i>Fioul lourd</i> | | | | TOTAL |
| | nb de paiements | montants | nb de paiements | montants | nb de paiements | montants | nb de paiements |
| | | | | | | | |
| 28/11/05 au 04/12/05 | | | | | | | 0 0,00 |
| 05/12/05 au 11/12/05 | | | | | | | 0 0,00 |
| 12/12/05 au 18/12/05 | | | | | | | 0 0,00 |
| 19/12/05 au 25/12/05 | | | | | | | 0 0,00 |
| 26/12/05 au 01/01/06 | | | | | | | 0 0,00 |
| 02/01/06 au 08/01/06 | | | | | | | 0 0,00 |
| 09/01/06 au 15/01/06 | | | | | | | 0 0,00 |
| 16/01/06 au 22/01/06 | | | | | | | 0 0,00 |
| 23/01/06 au 29/01/06 | | | | | | | 0 0,00 |
| 30/01/06 au 05/02/06 | | | | | | | 0 0,00 |
| 06/02/06 au 12/02/06 | | | | | | | 0 0,00 |
| 13/02/06 au 19/02/06 | | | | | | | 0 0,00 |
| 20/02/06 au 26/02/06 | | | | | | | 0 0,00 |
| 27/02/06 au 05/03/06 | | | | | | | 0 0,00 |
| 06/03/06 au 12/03/06 | | | | | | | 0 0,00 |
| 13/03/06 au 19/03/06 | | | | | | | 0 0,00 |
| 20/03/06 au 26/03/06 | | | | | | | 0 0,00 |
| 27/03/06 au 02/04/06 | | | | | | | 0 0,00 |
| | | | | | | | |
| Cumul | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 0 0,00 |

